



#### Les intervenants



**Hamado OUEDRAOGO**

Agriculteur et trésorier de la  
SCOOP Pissila  
Burkina Faso



**Cintia SORO**

Directrice du CFAR de Niofoin  
Côte d'Ivoire



**Christophe BOULAND**

Conseiller technique Fert  
Côte d'Ivoire



**Betty WAMPLER**

Enseignante-chercheuse à  
l'Institut Agro-Montpellier  
SupAgro  
France



**Robert SERPOLLET**

Directeur de la Fondation  
d'entreprise Louis Dreyfus  
France



**Dahmane HARDI**

Agriculteur et vice-président de  
l'ANAP  
Algérie

---

Dans les différents pays où elle intervient, Fert accompagne des agriculteurs regroupés au sein d'organisations, mettant en œuvre des services dont ils ont besoin, notamment des services de formation, avec une diversité de situations selon les publics, leurs modalités et leur reconnaissance.

Dans le cadre de cette table ronde, le choix a été fait de porter les discussions autour de la formation tout au long de la vie pour les producteurs et d'apporter un éclairage sur une mosaïque d'initiatives, pour chercher à répondre aux questions suivantes :

- Quels sont les besoins en formation des producteurs ? Qu'attend-on des agriculteurs de demain ? Pourquoi la formation est-elle un levier de développement ?
- Comment former / s'organiser pour répondre à ces besoins ?
- Comment ces initiatives issues de la profession agricole peuvent s'inscrire dans le temps ?

En introduction, **Betty WAMPFLER** a partagé trois témoignages de jeunes ayant bénéficié de formations agricoles au Cameroun et au Burkina Faso afin d'illustrer les effets (estime de soi, considération des pairs, facilitation du dialogue avec les partenaires, ...) qu'elles peuvent avoir sur les individus. Elle a ensuite rappelé brièvement le contexte historique du développement de la formation agricole et rurale (FAR) en Afrique avec : i) le démantèlement des dispositifs FAR existants dans les années 1990 sous le coup des plans d'ajustement structurel, puis ii) leur retour sur le devant de la scène depuis les années 2000 sous l'effet, selon elle, à la fois de travaux de démographes mettant en lumière l'importance des cohortes de jeunes arrivant sur le marché du travail et de la crise alimentaire de 2008 qui a renouvelé l'intérêt pour les agricultures familiales. Enfin elle a exposé ce qui lui semble être les quatre grands enjeux actuels de la Formation Agricole et Rurale, à savoir :

- Comment construire des formations adaptées aux besoins (type d'agriculture, compétences, ...) à partir de systèmes éducatifs de base eux-aussi fragilisés ?
- Comment créer des dispositifs de formation adaptés, pérennes et répondant à l'ampleur des enjeux ?
- Comment insérer la formation agricole dans des systèmes de services cohérents et coordonnés (conseil, financement) ? car, seule, la formation ne peut pas tout.
- Quel dispositif mettre en place pour accompagner après la formation ?

Deux agriculteurs, leaders d'organisations agricoles partenaires de Fert en Algérie et au Burkina Faso, ont ensuite témoigné de leur parcours personnel, de la place que la formation y a occupé et de la façon dont leurs organisations ont pu accéder à des formations adaptées à leurs besoins.

**Dahmane HARDI** a rappelé son parcours d'apiculteur en Algérie et de leader d'organisations agricoles (président d'une coopérative de 300 membres dont il a été à l'origine en 1993 ; vice-président de l'Association nationale des apiculteurs professionnels depuis 2018). Il a expliqué comment des formations courtes en apiculture organisées par l'Etat et donnant accès à des premiers équipements lui ont permis, ainsi qu'à d'autres, de se lancer dans l'activité. Mais selon lui, ces dispositifs sont insuffisants pour permettre de se maintenir durablement dans l'activité apicole compte tenu des nombreuses problématiques techniques et des évolutions de contexte : arrivée du varroa, changement climatique, ... ; il faut pouvoir continuellement évoluer et progresser. Aussi il a expliqué comment, avec d'autres apiculteurs algériens, ils se sont organisés collectivement, d'abord à un niveau local puis à un niveau national, pour mettre en place des dispositifs d'apprentissage entre pairs et accéder collectivement à de l'expertise externe. Mais cette organisation collective ne va pas de soi et nécessite elle-aussi d'être accompagnée par des formations spécifiques.

**Hamado OUEDRAOGO** est à la fois alphabétiseur en langue mooré depuis 1993 et producteur relais depuis 2012. Il a expliqué comment il met ses compétences au profit des coopérateurs.trices dans le cadre du renforcement de capacités sur différentes thématiques via l'organisation de formations techniques et la mise en œuvre de champs école dans un contexte d'insécurité qui ne permet plus à des techniciens d'intervenir en proximité. Il promeut en particulier des pratiques agroécologiques (production du compost, zaï, cordons pierreux, ...) qu'il met lui-même en œuvre sur son exploitation : c'est l'apprentissage par l'exemplarité. Pour lui, la formation des producteurs doit se faire tout au long de la vie car les pratiques agricoles évoluent et doivent s'adapter aux réalités du moment comme le cas actuel des changements climatiques. Enfin lui aussi à souligner l'importance de la formation à la prise de responsabilités en témoignant de son expérience de trésorier au sein de la coopérative niébé

de Pissila, en charge du suivi de la comptabilité de la coopérative et des aspects liés au warrantage, au stockage, à la commercialisation et à la transformation du niébé.

**Cintia SORO** a ensuite présenté le Centre de Formation Agricole et Rurale (CFAR) de Niofoin dans le Nord de la Côte d'Ivoire, dont elle est la directrice. Inauguré en 2019 et fruit de la collaboration entre Fert, la Fondation d'entreprise Louis Dreyfus / Louis Dreyfus Côte d'Ivoire et les acteurs locaux, le CFAR a pour objectif de professionnaliser en 2 ans des jeunes au métier d'agriculteur afin qu'ils deviennent des acteurs de changement dans leur milieu. Le référentiel de formation comprend des modules d'enseignement général (communication, bases scientifiques, éducation sociale et familiale) et des modules d'enseignement professionnel (productions animale et végétale, gestion, économie, transformation des produits agricoles, ...). La formation alterne théorie, pratique et stages en milieu professionnel. Le centre dispose d'une exploitation agricole pédagogique diversifiée pour les apprentissages pratiques. 70 jeunes dont 30 filles et 40 garçons sont accueillis en pension complète ; fils et filles de paysans âgés de 16 à 25 ans, ils sont recrutés sur la base d'un niveau scolaire minimum et de leur motivation pour l'activité agricole. Trois promotions ont été recrutées et une a achevé son cursus. Ces premiers jeunes formés bénéficient d'un accompagnement post formation par un conseiller agricole et une aide matérielle « coup de pouce ». Le centre est piloté en concertation étroite avec un comité de gestion.

**Robert SERPOLLET** a présenté en quelques mots la Fondation d'entreprise Louis Dreyfus dont il est le directeur : créée en 2013 et adossée au groupe de négoce internationale Louis Dreyfus Company, elle soutient une quinzaine de projets dans 10 pays et accompagne notamment la création et le développement du CFAR de Niofoin en partenariat avec Fert. Il a partagé son satisfecit quant à la réussite de cette action qui demeure pour l'instant unique dans le portefeuille d'activités de la fondation mais qui pourrait servir d'exemple à l'avenir pour une réplique dans d'autres contextes. Il a souligné qu'une des clés du succès de ce projet repose sur l'implication des communautés locales, notamment au travers de leur participation à la gouvernance du centre.

Enfin **Christophe BOULAND**, conseiller technique pour Fert depuis une douzaine d'années, d'abord à Madagascar puis désormais en Côte d'Ivoire, est principalement revenu sur les conditions de réussite des actions de développement dans le domaine de la formation agricole. Il a d'abord rappelé que dans les différents contextes où Fert intervient, les agriculteurs sont souvent insuffisamment considérés et la formation professionnelle délaissée malgré des enjeux pourtant forts ; il s'agit donc d'abord d'apporter (avec d'autres) un regard positif sur le métier d'agriculteur et sur la formation à ce métier, auprès des agriculteurs eux-mêmes et de l'environnement. Ainsi, Fert et ses partenaires promeuvent :

- Des dispositifs de formation associant étroitement la Profession à leur gouvernance et à leur pilotage afin que les formations soient en adéquation avec les besoins des territoires concernés ;
- Des formations qui ciblent le métier d'agriculteur en prenant en compte toutes ses dimensions (techniques, économiques, organisationnelles, ...) ;
- La formation continue systématique des formateurs et des gestionnaires des dispositifs de formation pour garantir la qualité des formations aux agriculteurs.

La parole a ensuite été donnée à la salle.

Les premières questions ont porté sur les problématiques de pérennisation et d'inscription des dispositifs de formation évoquées au cours des échanges dans les stratégies nationales de formation agricole et rural (SNFAR).

**Christophe BOULAND** a rappelé que toutes les actions menées par Fert, notamment celles dans le domaine de la formation initiale des jeunes, que ce soit à Madagascar ou en Côte d'Ivoire, reposent sur deux piliers : i) le développement d'un service concret répondant aux besoins des populations et ii) une contribution, via l'implication dans le développement de ces dispositifs d'organisations paysannes faitières interlocutrices des Etats, à la rénovation des politiques nationales en matière de FAR.

Présent dans l'assistance, **Jean Jacques LOUSSOUARN**, intervenant dans le cadre de l'Ifocap auprès de Fert et d'autres acteurs de la formation, est intervenu pour compléter les propos des intervenants de la table ronde. Il a rappelé que la formation n'était pas un coût mais un investissement et a souligné l'importance de mener un travail sur l'économie de la formation tels que ceux menés au Cameroun dans le cadre du programme AFOP et par Fert avec Fekama à Madagascar. Il s'agit notamment de construire des argumentaires étayés à destination des décideurs politiques.

Une seconde série de questions à porter sur la manière d'attirer les jeunes dans l'agriculture. **Cintia SORO** et **Hamado OUEDRAOGO** ont complété leurs propos liminaires pour expliquer comment rendre attractive une offre de formation. Un agriculteur ivoirien présent dans l'assistance a conclu cette table ronde par cette formule : « Un agriculteur qui n'est pas formé est un danger pour lui-même et pour les autres ».